

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2023/48328]

8 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement flamand portant redistribution provenant d'un crédit provisionnel de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2023**Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019, article 21, alinéa 1^{er}, 2^o, b, et alinéa 2, article 22 et article 24, alinéa 1^{er} ;
- l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019, articles 7 et 8 ;
- le décret du 30 juin 2023 ajustant le budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2023.

Formalités

Les formalités suivantes ont été remplies :

- L'Inspection des Finances a rendu son avis le 1^{er} décembre 2023 ;
- Le ministre flamand ayant la politique budgétaire dans ses attributions a donné son accord le 4 décembre 2023.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- Le financement d'initiatives politiques des différents domaines politiques dans le cadre du chapitre REPowerEU du projet de Plan ajusté pour la Reprise et la Résilience.

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019 ;
- l'arrêté relatif au Code flamand des Finances publiques du 17 mai 2019.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les crédits inscrits aux articles budgétaires du budget des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2023 sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)

Article budgétaire	Ent.	Alloc. de base	SEC	De		À	
				CE	CL	CE	CL
CB0-1CBG2AN-PR	CB0	1CB045	0100	49 700	1 254		
HB0-1HEI2MY-IS	HB0	1HE341	4140			10 200	1 254
MB0-1MFH2LY-IS	MB0	1MF067	4130			39 500	0
Total				49 700	1 254	49 700	1 254

Art. 2. Si, par suite de l'approbation du présent arrêté, des ajustements aux budgets des Services à Gestion Séparée ou des personnes morales flamandes sont demandés afin d'incorporer les augmentations de l'allocation dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté, ces entités établissent une proposition de budget ajusté.

Art. 3. Le ministre flamand ayant la politique budgétaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE
ET COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/44007]

4 MAI 2023. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 29 novembre 2018 entre la Communauté française, la commission communautaire commune et la communauté germanophone relatif à l'usage partagé de la plate-forme électronique sécurisée de commande de vaccins et de registre vaccinal

Vu les articles 128, 130 et 135 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, § 1^{er} ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 60, 63, et 68 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment les articles 4, § 2, et 55bis ;

Vu le décret du 1 juin 2004 sur la promotion de la santé et la prévention médicale, chapitre II bis, article 10.1.2. et article 10.1.3 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "ONE", notamment l'article 2 ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 4 juin 2021 portant approbation du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025 ;

Vu l'accord de coopération du 29 novembre 2018 entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'usage partagé de la plate-forme électronique sécurisée de commande de vaccins et de registre vaccinal ;

Considérant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en tant qu'organisme d'intérêt public (OIP) est responsable de la gestion et de la mise en œuvre du programme de vaccination à destination des enfants francophones ainsi qu'aux femmes enceintes, pour ce qui concerne la coqueluche, au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles, lequel se base sur les recommandations formulées par la section "vaccinations" du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès de l'Administration fédérale de la Santé publique ;

Considérant que, dans ce cadre, l'Office de la Naissance et de l'Enfance assure la collecte des commandes de vaccins émises par plusieurs catégories de vaccinateurs ainsi que la centralisation des vaccinations réalisées par ceux-ci ;

Considérant que la Commission communautaire commune est également responsable de la gestion et de la mise en œuvre d'un programme de vaccination à destination des enfants résidant en Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'aux femmes enceintes, pour ce qui concerne la coqueluche, suivis par des vaccinateurs relevant du bicommunautaire, lequel se base sur les recommandations formulées par la section "vaccinations" du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès de l'Administration fédérale de la Santé publique ;

Considérant que la Communauté germanophone est également responsable de la gestion et de la mise en œuvre d'un programme de vaccination à destination des enfants résidant en région de langue allemande ainsi qu'aux femmes enceintes, pour ce qui concerne la coqueluche, au sein de la Communauté Germanophone, lequel se base sur les recommandations formulées par la section "vaccinations" du Conseil supérieur de la Santé mis en place auprès de l'Administration fédérale de la Santé publique ;

Considérant que les programmes de vaccination de l'Office de la Naissance et de l'Enfant, de la Commission communautaire commune et de la Communauté germanophone sont identiques ;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre de l'Enfance et de la Santé ;

La Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président et le Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;

La Commission communautaire commune, représentée par le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune et les Membres du Collège réuni, compétents pour l'Action sociale et la Santé ;

Ci-après dénommées "les parties à l'accord" ;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'alinéa premier de l'article 3 de l'accord de coopération du 29 novembre 2018 entre la Communauté française, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à l'usage partagé de la plate-forme électronique sécurisée de commande de vaccins et de registre vaccinal est remplacé par l'alinéa dont la teneur suit :

" Le programme de vaccination de l'Office de la Naissance et de l'Enfance porte actuellement sur la fourniture de vaccins destinés à protéger les enfants et les adolescents contre la poliomyélite, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole, la rubéole, les oreillons, l'hépatite B, les infections par le virus du papillome humain ainsi que les maladies invasives à *Haemophilus influenzae* B, le pneumocoque et le méningocoque des sérogroupes A, C, W et Y, ainsi que, pour les femmes enceintes, contre la coqueluche. ».

Art. 2. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de sa signature par les parties contractantes.

Fait à Bruxelles, le 4 mai 2023, en trois exemplaires originaux en français, néerlandais et en allemand.

Pour la Communauté Française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
O. PAASCH

Vice-Ministre-Président, ministre de la Santé et des Affaires Sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement,
A. ANTONIADIS

Pour la Commission communautaire commune :

Le président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
R. VERVOORT

Les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune,
compétents pour l'Action sociale et la Santé,

E. VAN DEN BRANDT

A. MARON

**MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT,
MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT
UND GEMEINSAME GEMEINSCHAFTSKOMMISSION VON BRÜSSEL-HAUPTSTADT**

[C – 2023/44007]

4. MAI 2023 — Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Französischen Gemeinschaft, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 29. November 2018 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur gemeinsamen Nutzung der gesicherten elektronischen Plattform für Bestellungen von Impfstoffen und Führung eines Impfreisters

Aufgrund der Artikel 128, 130 und 135 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92bis § 1,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, insbesondere Artikel 60, 63 und 68;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere Artikel 4 § 2 und 55bis,

Aufgrund des Dekrets vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention, Kapitel II Bis, Artikel 10.1.2. und Artikel 10.1.3; Aufgrund des Dekrets vom 17. Juli 2002 zur Reform des "Office de la Naissance et de l'Enfance", abgekürzt „ONE“, vor allem Artikel 2 ;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 4. Juni 2021 zur Genehmigung des Geschäftsführungsvertrags des "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2021-2025

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 29. November 2018 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die gemeinsame Nutzung der gesicherten elektronischen Plattform für die Bestellung von Impfstoffen und Führung eines Impfreisters;

In Erwägung, dass das „Office de la Naissance et de l'Enfance“ als Einrichtung öffentlichen Interesses für die Verwaltung und Umsetzung des Impfprogramms für französischsprachige Kinder und Schwangere bezüglich Keuchhustens innerhalb der Föderation Wallonie-Brüssel verantwortlich ist, Impfprogramm, welches auf den von der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volksgesundheit formulierten Empfehlungen beruht;

In Erwägung, dass das „Office de la Naissance et de l'Enfance“ in diesem Rahmen die Erhebung der Impfstoffbestellungen der verschiedenen Impfberechtigten und die Zentralisierung der von diesen Impfberechtigten durchgeführten Impfungen sicherstellt;

In Erwägung, dass die Gemeinsame Gemeinschaftskommission ebenfalls für die Verwaltung und Umsetzung des Impfprogramms für Kinder und für das Impfen gegen Keuchhusten bei Schwangeren innerhalb der Region Brüssel-Hauptstadt verantwortlich ist, das von Impfberechtigten betreut wird die für beide Gemeinschaften zuständig sind. Ein Impfprogramm, welches auf den von der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volksgesundheit formulierten Empfehlungen beruht;

In Erwägung, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls für die Verwaltung und Umsetzung des Impfprogramms für Kinder aus dem deutschen Sprachgebiet und Schwangere bezüglich Keuchhustens innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft verantwortlich ist, Impfprogramm, welches auf den von der Abteilung „Impfungen“ des Hohen Gesundheitsrats des Föderalen öffentlichen Dienstes für Volksgesundheit formulierten Empfehlungen beruht;

In Erwägung, dass die Impfprogramme des „Office de la Naissance et de l'Enfance“, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft identisch sind;

Haben die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihren Ministerpräsidenten und ihre Ministerin für Kinder und Gesundheit;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Vize-Ministerpräsidenten für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen.

Die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, zuständig für die Gesundheitspolitik;

nachfolgend als „Vertragspartner“ bezeichnet;

Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Artikel 3 Absatz 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 29. November 2018 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die gemeinsame Nutzung der gesicherten elektronischen Plattform für die Impfstoffbestellung und das Impfstoffregister wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt : "Das Impfprogramm des „Office de la Naissance et de l'Enfance“ umfasst derzeit die Bereitstellung von Impfstoffen zum Schutz von Kindern und Jugendlichen gegen Poliomyelitis, Diphtherie, Keuchhusten, Tetanus, Masern, Röteln, Mumps, Hepatitis B, Infektionen mit dem humanen Papillomavirus sowie invasive Erkrankungen durch Haemophilus influenzae B, Pneumokokken und Meningokokken der Serogruppen A, C, W und Y sowie für schwangere Frauen gegen Keuchhusten. "

Art. 2 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag der Unterzeichnung durch die Vertragsparteien in Kraft.

Geschehen zu Brüssel, am 4 mai 2023, in drei Originalausfertigungen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache.

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

P.-Y. JÉHOLET

Die Vize-Ministerpräsidentin und Ministerin für Kinder, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte

B. LINARD

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Vize- Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS

Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

R. VERVOORT

Die für die Gesundheitspolitik zuständigen Mitglieder des Vereinigten Kollegiums
der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

E. VAN DEN BRANDT

A. MARON

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP,
MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP
EN GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD**

[C – 2023/44007]

4 MEI 2023. — Samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap tot wijziging van de samenwerkingsovereenkomst van 29 november 2018 tussen de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gedeelde gebruik van het beveiligde elektronische platform voor de bestelling van vaccins en voor vaccinregistratie

Gelet op artikel 128, 130 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 60, 63 en 68;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, § 2, en artikel 55bis;

Gelet op het decreet van 1 juni 2004 betreffende de gezondheids promotie en inzake medische preventie, hoofdstuk IIbis, artikel 10.1.2 en 10.1.3;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juni 2021 tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2021-2025;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 29 november 2018 tussen de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gedeelde gebruik van het beveiligde elektronische platform voor de bestelling van vaccins en voor vaccinregistratie;

Overwegende dat de "Office de la Naissance et de l'Enfance" als instelling van openbaar nut (ION) verantwoordelijk is voor het beheer en de uitvoering van het vaccinatieprogramma voor Franstalige kinderen en zwangere vrouwen, met betrekking tot kinkhoest, in de Federatie Wallonië-Brussel, dat gebaseerd is op de aanbevelingen van de afdeling 'Vaccinaties' van de Hoge Gezondheidsraad, die werd opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat in dat kader de "Office de la Naissance et de l'Enfance" verantwoordelijk is voor de verzameling van de bestellingen van vaccins geplaatst door verschillende categorieën vaccinateurs en de centralisering van de door hen uitgevoerde vaccinaties;

Overwegende dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ook verantwoordelijk is voor het beheer en de uitvoering van een vaccinatieprogramma voor kinderen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen en voor zwangere vrouwen, met betrekking tot kinkhoest, opgevolgd door bicommunautaire vaccinateurs, dat gebaseerd is op de aanbevelingen van de afdeling 'Vaccinaties' van de Hoge Gezondheidsraad, die werd opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap ook verantwoordelijk is voor het beheer en de uitvoering van een vaccinatieprogramma voor kinderen die in het Duitse taalgebied wonen en voor zwangere vrouwen, met betrekking tot kinkhoest, in de Duitstalige Gemeenschap, dat gebaseerd is op de aanbevelingen van de afdeling 'Vaccinaties' van de Hoge Gezondheidsraad, die werd opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

Overwegende dat de vaccinatieprogramma's van de "Office de la Naissance et de l'Enfant", de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap identiek zijn;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van haar minister-president en de minister van Kinderopvang en Gezondheid;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de viceminister-president, de minister van Gezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn en Gezondheid;

Hierna "de partijen" genoemd;

Zijn overeengekomen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 3 van de samenwerkingsovereenkomst van 29 november 2018 tussen de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gedeelde gebruik van het beveiligde elektronische platform voor de bestelling van vaccins en voor vaccinregistratie wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"Het vaccinatieprogramma van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" heeft momenteel betrekking op de verstrekking van vaccins om kinderen en adolescenten te beschermen tegen kinderverlamming, difterie, kinkhoest, tetanus, mazelen, rodehond, de bof, hepatitis B, infecties veroorzaakt door het humaan papillomavirus alsook invasieve ziekten veroorzaakt door haemophilus influenzae B, de pneumokok en de meningokok van de serogroepen A, C, W en Y, en, voor zwangere vrouwen, tegen kinkhoest."

Art. 2. Deze samenwerkingsovereenkomst treedt in werking op de dag van ondertekening ervan door de contracterende partijen.

Gedaan in Brussel, 4 mei 2023, in drie originele exemplaren in het Frans, Nederlands en Duits.

Voor de Franse Gemeenschap:

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De viceminister-president en minister van Kinderwelzijn, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De minister-president,
O. PAASCH

De viceminister-president, de minister van Gezondheid en Sociale Zaken, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,
A. ANTONIADIS

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
R. VERVOORT

De leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

E. VAN DEN BRANDT

A. MARON

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206586]

5 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 15 juin 2023 relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville, les articles 1^{er}, § 2, alinéa 2, et 3, alinéa 2, 6, § 1^{er} et 3, 8, § 2, alinéa 1^{er}, 10, alinéa 3, 11, alinéas 2 et 4, et 12, alinéa 5;

Vu le rapport du 18 janvier 2023 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le test « Handistreaming » en exécution de l'article 22ter de la Constitution et de l'article 4 de la Convention de l'ONU relative aux droits de personnes handicapées, donné le 18 janvier 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2023;

Vu l'avis n° 1529 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 6 mars 2023;

Vu l'avis l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 8 mars 2023;

Vu l'avis 73.875/2/V du Conseil d'État, donné le 17 juillet 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 15 juin 2023 relatif à l'agrément et au financement des agences de développement centre-ville;

2^o l'Administration : la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

3^o la Commission : la Commission d'agrément et d'accompagnement des agences de développement centre-ville instituée par l'article 12 du décret;

4^o jour ouvrable : tout jour à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux;

5^o le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — Les agences de développement centre-ville

Art. 2. Conformément à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret, l'agence de développement centre-ville agréée peut développer des projets avec des partenaires publics ou privés du centre-ville qui concernent les matières suivantes :

1^o le commerce;

2^o les entreprises;

3^o le tourisme et le patrimoine;

4^o la culture;